GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

<i>À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé</i>	Date 16.02.2018	Heure 08h40	Numéro 18.112	Département(s) DEF
	Annule et remplace			
Auteur(s) : Zoé Bachmann				
Titre : Orthophonie : Remettent l'aiglize ô milieu du vilaje				
Contenu : <p>Suite aux coupes annoncées dans le plan financier de législature, le Conseil d'État entend couper drastiquement les budgets alloués à l'orthophonie-logopédie.</p> <p>Les chiffres énoncés par le Conseil d'État en matière d'orthophonie sont faux. L'organisation de l'enseignement spécialisé dans notre canton est significativement différente de celles de nos voisins romands. Il est pratiquement impossible de dresser des comparaisons. Comparons ce qui est comparable.</p> <p>Actuellement, ce sont entre 80 et 85% des prestations des orthophonistes-logopédistes qui sont subventionnées par l'office de l'enseignement spécialisé (OES). Malgré l'aide actuelle de l'État, les élèves neuchâtelois attendent entre 6 et 12 mois pour être pris en charge. Qu'en sera-t-il après les coupes réalisées par le Conseil d'État ?</p> <p>Rendons-nous bien compte ici que cette prise en charge est parfois vitale pour la scolarité d'un enfant, pour son développement et son avenir. Les troubles du langage touchent environ 8% des jeunes de 0 à 20 ans.</p> <p>Comment le Conseil d'État entend-il rendre l'école accessible aux élèves en difficulté et réaliser l'arrêté BEP (Besoins éducatifs particuliers) tout en coupant dans les prestations des orthophonistes ? Les familles les plus aisées seront-elles les seules qui pourront venir en aide à leurs enfants ? Quels coûts pour l'État demain si les élèves aux compétences fragiles ne reçoivent pas l'aide qu'ils sont en droit de recevoir ?</p>				
Développement : <p>Dans le plan financier de législature, le Conseil d'État annonce couper 1 million de francs dans les prestations d'orthophonie, et ce uniquement pour l'année 2019, ces coupes augmentant un peu plus chaque année jusqu'en 2021. Il s'agit de près d'un tiers du budget alloué à l'orthophonie. Comment alors continuer à effectuer correctement des prises en charge déjà revues à la baisse en 2012 ?</p> <p>Partenaires directs des enseignants, les orthophonistes œuvrent grandement à l'intégration des élèves en difficulté dans les classes (atteints de pathologies diverses et plus ou moins lourdes ou enfants en situation de handicap). Effectuer des coupes dans ces prestations aura un impact direct sur l'école de notre canton que nous avons voulue accessible aux élèves en difficulté (art. 30 et 31 LOS). Le Conseil d'État compte-t-il sur les enseignants pour faire le travail des orthophonistes ?</p> <p>L'arrêté BEP du 24 juillet 2002 fait mention (art. 7) des « autres partenaires concernés », en parlant des différents professionnels gravitant autour d'un élève en difficulté. Ces partenaires sont, dans 90% des cas, entre autres, des orthophonistes. Au vu de ces éléments, comment le Conseil d'État entend-il mettre en œuvre de la manière la plus optimale possible cet arrêté tout en coupant les budgets des principaux partenaires de l'école sur ce même dossier ? Est-ce même possible ?</p> <p>Le Conseil d'État, lors de la session de janvier 2018, affirmait « limiter la casse » en ce qui concerne la réinsertion professionnelle et les mesures sociales. Qu'en sera-t-il demain ? Si le Conseil d'État s'imagine que les élèves actuellement en décrochage faute de moyens, comme l'orthophonie, parviendront à terminer une scolarité et accéder à des formations, ce n'est pas notre cas. Les élèves en difficultés d'aujourd'hui seront les adultes précarisés de demain. Selon notre analyse, les coûts pour l'État prendront alors l'ascenseur.</p> <p>Actuellement, le temps d'attente de prise en charge d'un élève pour un suivi orthophonique est de 6 à 12 mois. Un bilan orthophonique est déjà à moitié à la charge des parents pour le traitement de certains troubles, dont la dyscalculie (non reconnue comme un trouble par l'OES alors que le traitement peut être long et coûteux pour les parents et les communes). Souhaitons-nous que les jeunes de notre canton attendent une prise en charge, parfois essentielle pour leur formation, plus d'une année si les subventions baissaient encore ?</p> <p>Rappelons également que les « cas légers » sont déjà à charge des parents qui peuvent bénéficier d'une aide communale, que certaines communes ne peuvent pas s'offrir. Si l'État décidait de ne rembourser que les cas les plus lourds, les communes seraient mises à contribution pour participer aux frais incombant aux parents. À notre sens, il s'agit à nouveau ici d'un report de charge du canton sur les communes.</p> <p>Les comparaisons intercantonaux sont extrêmement difficiles à établir. En effet, de grandes disparités existent sur le fonctionnement de l'enseignement spécialisé et de la logopédie. Comment notre Conseil d'État peut-il affirmer que l'orthophonie coûte plus cher qu'ailleurs, sur quels chiffres se base-t-il ? Néanmoins, si des chiffres</p>				

parlants devaient être cités, citons ceux-ci : pour exemple, le canton du Jura permet l'octroi de séances jusqu'à 3x60 minutes hebdomadaires pour un élève dysphasique. À Neuchâtel, le maximum est de 2x45 minutes (alors que le tarif horaire des orthophonistes jurassiens est plus élevé que le nôtre, qui est le plus bas de Romandie).

Notre crainte est de voir naître un système de prise en charge à deux vitesses où seuls les parents aisés pourront offrir un suivi orthophonique à leurs enfants. En effet, certains parents pourraient se permettre de passer outre les listes d'attente, ou prolonger un traitement arrêté avant la fin en payant de leur poche. Selon nous, les élèves laissés sur le carreau faute de moyens de prise en charge orthophonique spécifique (et il y en aura !) seront les adultes à charge de l'État de demain.

Demande d'urgence : NON

Auteur ou premier signataire : prénom, nom (obligatoire) :

Zoé Bachmann

Autres signataires (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :
Clarence Chollet	Johanna Lott Fischer	Michaël Berly
Doris Angst	Diego Fischer	Céline Vara
Sébastien Frochaux	Joël Desaulles	Veronika Pantillon
Sarah Blum	Françoise Casciotta	Richard Gigon
Jean-Jacques Aubert	François Konrad	Brigitte Neuhaus
Laurent Kaufmann	Niel Smith	Armin Kapetanovic
Théo Bregnard		